

Les sirènes de la désinformation!

Prétendre que la responsabilité du niveau élevé des prix de l'alimentation en Suisse incombe à l'agriculture relève d'une méconnaissance crasse des mécanismes de production ou d'une mauvaise foi évidente. Et c'est pourtant ce que se permettent de sous-entendre la Communauté d'intérêt du commerce de détail, HotellerieSuisse et GastroSuisse, selon une enquête «Le Matin Dimanche» du 21 août.

Chiffres irréfutables à l'appui, les milieux agricoles n'ont aucune peine à prouver que la part des coûts de transformation et de distribution est nettement plus élevée que celle des coûts de production. Et ce constat est vérifiable dans tous les secteurs de production. Les trois exemples cités dans cette page (pomme, pain et viande), représentatifs de l'ensemble de la production, sont suffisamment édifiants pour rompre le cou aux sirènes de la désinformation. A cet égard la coalition des acteurs du commerce de détail et de la restauration, visant à faire porter le chapeau à l'agriculture dans la perspective d'une défense unilatérale de leurs intérêts, est domnable à moyen terme à l'équilibre des forces de production. La pression que cette coalition exerce sur le monde politique doit impérativement être combattue sous peine d'une lente mise à mort d'une agriculture respectueuse de l'environnement.

Par ailleurs, ces mêmes sirènes de la désinformation occultent volontiers le fait que l'alimentation ne constitue pas la part la plus importante du budget des Suisses, bien au contraire, puisqu'elle est inférieure à 8%. Les dépenses liées aux transports atteignent 9%, celles du logement et de l'énergie 17% et celles des assurances près de 20%. L'alimentation est donc très accessible en Suisse, elle est surtout bon marché en tenant compte de notre pouvoir d'achat. Ce n'est donc pas dans ce secteur qu'il faut, en priorité, faire des économies sur le dos de l'agriculture qui peine déjà à obtenir le juste salaire de son labeur.

A titre d'exemple, à parité de pouvoir d'achat, le kilo de pain est meilleur marché en Suisse qu'en France. A Genève, en 2009 selon une étude UBS, le temps de travail nécessaire à l'acquisition d'un kilo de pain était de 13 minutes et de 12 à Zurich. Il s'élevait à 25 minutes à Stockholm, 22 à Paris, 21 à Madrid, 19 à Milan, 16 à Sydney, 13 à Bruxelles et 12 à New York. Parmi les grandes villes, trois faisaient mieux: 10 minutes à Londres et Moscou et 8 à Francfort. Mexico (77) et Manille (88) fermaient la marche. La moyenne mondiale était de 25 minutes.

Il est temps que les ténors de la politique descendent dans l'arène et prennent le taureau par les cornes. Sans une agriculture performante, la Suisse sera toujours plus dépendante des importations. Et l'agriculture, déjà maillon faible de la chaîne alimentaire, ira à vau-l'eau! Un effet boomerang dévastateur.

POUR PLUS D'INFOS

Chambre valaisanne d'agriculture
Tél. 027 345 40 10
www.valais-terroir.ch

LES PRODUCTEURS seraient responsables de la cherté de l'alimentation.

Rien n'est plus faux!

ROLAND PUIPPE

La cherté des produits de l'agriculture suisse, thème récurrent depuis de nombreuses années, alimente de plus belle le discours agressif des experts fédéraux, des représentants de la Communauté d'intérêt du commerce de détail et des milieux de l'hôtellerie et de la restauration depuis que le franc suisse s'est considérablement apprécié.

Objectif avoué: faire accroire que cette cherté relève de la responsabilité des producteurs. Or, rien n'est plus faux.

Depuis vingt ans, les prix à la production sont revus à la baisse

Premier constat, relève l'Union suisse des paysans, les modifications provoquées par la nouvelle politique agricole suisse, dès le début des années nonante, a entraîné une stabilisation, voire une diminution des prix à la production.

Exemple: le prix du lait de transformation a baissé de 27% et celui du blé de 50%. Et la viande, me direz-vous, l'un des aliments de base dont le prix à la production est le plus violemment attaqué par la grande distribution? Réponse, chiffre à l'appui: le prix payé à la production, pour la viande de bœuf par exemple, est strictement le même aujourd'hui qu'au milieu des années septante! Il n'en va assurément pas de même pour le prix de vente à la consommation.

Accuser la production est donc un peu fort de tabac.

Plus généralement, on constate que les matières premières agricoles ne représentent en moyenne que 25 à 30% du prix de vente d'un produit alimentaire, le reste est empoché par les secteurs situés en aval (transformation, commercialisation, distribution).

Coûts sociaux et écologiques et marge commerciale

Si les denrées alimentaires sont plus chères en valeur absolue en Suisse que dans les pays voisins, les raisons en sont multiples tout au long de la chaîne alimentaire, comme en témoigne Francis Egger, responsable du département politique économique et relations internationales de l'Union suisse des paysans: à la base, «les coûts de production, en particulier les salaires, sont plus élevés en Suisse et les exigences légales, en particulier dans le domaine de la production agricole, sont, en général, plus sévères en Suisse». Par ailleurs, «même si certains partenaires commerciaux veulent nous faire croire le contraire, les marges commerciales sont en moyenne aussi plus élevées en Suisse pour les mêmes raisons que pour la production agricole: salaires, coûts de construction, etc., plus élevés». Et Francis Egger de se demander «si, au niveau des infrastructures de commercialisation, il n'existe pas un surdimensionnement par rap-

port à la clientèle potentielle, qui est, finalement, aussi facturé aux consommateurs».

Manque de transparence et manipulations

Plus que les marges commerciales peut-être, relève encore Francis Egger, «un point qui pose problème est le manque de transparence dans les mécanismes d'adaptation et les manipulations possibles. Quand les prix à la production augmentent, les prix à la consommation ont tendance à augmenter plus que nécessaire et quand c'est le phénomène inverse, l'adaptation des prix à la consommation n'est que partiellement reportée.»

L'Union suisse des paysans demande «une plus grande transparence» car elle constate souvent qu'au niveau des labels, «la marge de fabrication ou de commercialisation est optimisée au-delà de l'augmentation des coûts et le producteur qui est souvent le seul à faire face aux contraintes exigées pour obtenir le label obtient une adaptation du prix souvent insuffisante».

Et Francis Egger de souligner qu'il faut constamment rappeler que «sur les prix payés par les consommateurs, seuls en moyenne 30% reviennent aux producteurs et lorsqu'il s'agit de consommation au niveau de la restauration, la part revenant aux producteurs est inférieure très souvent à 20%; par exemple, sur une assiette du jour payée 17 francs, au maximum

3.50 francs reviennent aux producteurs».

Le constat qui tue!

Et, constat édifiant, même en baissant fortement les prix à la production, les produits de consommation resteraient en Suisse encore plus élevés en valeur absolue que dans les pays voisins.

Pire, ils seraient toujours plus élevés même si les producteurs renonçaient à leurs marges. Cherchez l'erreur!

Alors, s'agissant de la cherté des produits de consommation issus de l'agriculture, que l'on cesse de montrer du doigt les producteurs qui, eux, perçoivent la plus petite marge, quand ils ne travaillent pas à perte.

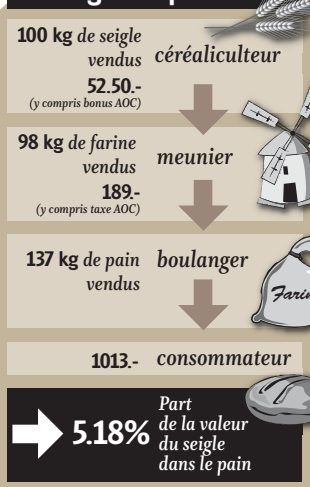
Pain de seigle

L'agriculteur touche un bonus de 12,50 Fr./100 kg, versé par l'association et financé par une taxe de 40 Fr./100 kg de farine payée par le

boulangier. La part de la valeur du seigle contenu dans un pain de seigle valaisan AOC est estimée à environ 5%. Selon la Fédération suisse des producteurs de céréales, la valeur des céréales contenues dans les produits à base de farine varie entre 5 et 15%. SOURCE: ASSOCIATION DU PAIN DE SEIGLE VALAISAN AOC.

PROCHES DE VOUS. LES PAYSANS SUISSES.

Du seigle au pain AOC



Pommes golden cl. I

De 1998 à 2010, les arboriculteurs ont régulièrement travaillé à perte. Selon les années, de 6 à 70 centimes le kilo de golden classe I. Si l'on prend en compte la pomme golden toutes catégories (I, II et cidre), la perte est légèrement inférieure, en moyenne de 3 centimes par kilo. Quant à la marge des distributeurs, elle a varié entre 1,60 Fr. (2003) et 91 centimes, oscillant entre 41,5% et 28,8%. LES CHIFFRES ÉMANENT DE FRUIT-UNION SUISSE/SWISSCOFEL, ARBOCOST ET OFFICE FÉDÉRAL DE L'AGRICULTURE.



La pomme golden de l'arbre à la table

| | 1998 | 2004 | 2008 | 2010 |
|------------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Prix consommateur | 2.87 Fr./kg | 3.65 Fr./kg | 3.90 Fr./kg | 3.16 Fr./kg |
| Marge de la chaîne de distribution | 0.99 | 1.38 | 1.47 | 0.91 |
| Frais de commerce (entrepôts) | 1.28 | 1.28 | 1.32 | 1.32 |
| Prix à la production | 0.60 | 0.99 | 1.11 | 0.93 |
| Frais de production | 1.30 | 1.19 | 1.17 | 1.20 |
| Perte du producteur | 0.70 | 0.20 | 0.06 | 0.27 |

Taurillon

Part du paysan. Les 3210 francs que touche un éleveur pour la vente d'un taurillon (deux ans et demi, 520 kg poids vif, 270 kg poids de carcasse) comprennent 600 et 200 francs de contributions fédérales et cantonales et 240 francs de contribution à la surface, moins 130 francs de taxes diverses. Sans ces contributions publiques de 1040 francs, le prix de la viande de bœuf renchérirait à l'évidence de plusieurs dizaines de pourcent.

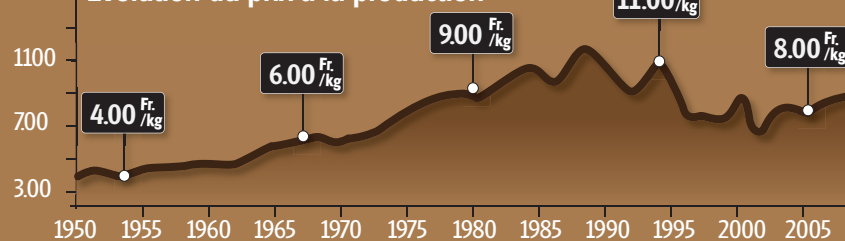
Part du distributeur. De l'abattoir à l'étal, tous morceaux confondus, le prix double. Il comprend les frais et salaires du distributeur, y compris les frais d'abattage de 250 francs, laissant au distributeur une marge de 30 à 35%.

CHIFFRES FÉDÉRATION VALAISANNE DES PRODUCTEURS DE BÉTAIL.

Le parcours économique du taurillon

| | Part du Paysan | Part du Distributeur |
|-------------|---|-----------------------------------|
| Coût | Achat + coût de l'élevage 2870.- | Achat à l'abattoir 2300.- |
| Vente | Vente + contributions fédérales et cantonales 3210.- | Vente à la consommation 4600.- |
| Marge nette | ...après 3 ans 340.- soit 10.6% | 1380 à 1610.- soit 30 à 35% |

Évolution du prix à la production



POUR PLUS D'INFOS

Chambre valaisanne d'agriculture
Tél. 027 345 40 10
www.valais-terroir.ch